

Une Mascarade Démocratique

Communiqués de collectifs et d'orgas anti-aéroport
face à la consultation



*Construction d'un dôme/salle de réunion lors du
weekend "Refaire un dôme" les 25 et 26 Juin 2016*

Le mouvement de lutte face à la consultation

Peu après les mobilisations extrêmement fortes et croissantes de décembre, janvier et février 2016 contre les expulsions programmées, le gouvernement a tenté un stratagème : d'une voix il annonçait une étude sur les solutions alternatives à la construction de l'aéroport, d'une autre était présentée la tenue d'un référendum sur le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, bientôt renommé « consultation ».

Au même moment, les habitants de la zad sont devenus tous expulsables, et des entreprises ont pourvu l'appel d'offre du chantier. Le 27 février, nous avons démontré sur le terrain que cette fable n'entamait en rien notre détermination. Les actions à venir montreront toujours plus fortement que nos exigences sont intactes : non aux expulsions ! Non aux travaux ! Non à l'aéroport !

Sans rentrer dans les détails techniques de cette éventuelle consultation, posons quelques questions cruciales.

L'Etat à la fois juge et partie

Il est à la fois porteur du projet d'aéroport et organisateur de la consultation. Les mêmes qui mènent le projet de transfert depuis 15 ans détermineraient aujourd'hui la formulation de la question et le périmètre de la consultation, en fonction d'une étude déjà réalisée sur le sujet. D'un côté on nous parle de « projet d'Etat », de l'autre, une consultation locale est proposée. A Bure, c'est avec ce même argument que les opposant-e-s à la poubelle nucléaire de l'ANDRA se sont vus refuser un référendum local. Comment ne pas observer que la consultation et sa forme sont édictés selon les besoins des porteurs de projet ?

Les porteurs du projet disposent de l'argent et des institutions pour faire campagne. Comment pourrait-on leur faire confiance alors qu'hier à peine élu le conseil régional a déboursé 60 000 euros d'argent public pour une pétition falsifiée¹ demandant l'expulsion de la ZAD ?

Ils refusent depuis des années la communication de documents essentiels, dont ceux qui ont servi à asseoir la Déclaration d'Utilité Publique, et ils nous ont caché une étude qui démontait l'argumentaire pseudo-écologiste sur le lac de Grand-Lieu, pour ne citer que cela. Comment pourrait-on leur faire confiance alors qu'ils n'ont pas arrêté d'utiliser leur pouvoir pour cacher les informations qui n'allaient pas dans leur sens ?

Comment pourrait-on leur faire confiance alors que Valls lui même a annoncé que la consultation avait pour objectif de légitimer le début des travaux ?

Nous avons constaté en 2005 avec le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen que lorsque le peuple vote mal, on passe outre.

S'asseoir sur l'Etat de droit ou le brandir selon les opportunités

Quelle légitimité ont les procédures liées à la déclaration d'utilité publique (débat public, enquêtes etc,) dont nous avons par ailleurs longuement dénoncé les insuffisances, mais qui seraient confortées ou balayées d'un trait de plume par un scrutin purement consultatif, et sans aucune valeur juridique ? Un recours auprès de la Cour Administrative d'Appel concerne les mesures de compensation prévues incompatibles avec la loi sur l'eau et celle sur les espèces protégées. Une procédure contentieuse initiée par la Commission Européenne

1 zad.nadir.org : Diffamation, fraude et détournement. La campagne truquée de Bruno Retailleau contre la ZAD <http://zad.nadir.org/spip.php?article3578>

est toujours en cours. Des procédures d'expulsions ont été menées à leur terme contre les habitants et paysans de la zad. Un appel d'offre a d'ors et déjà été pourvu pour faire avancer les travaux. Quelles collisions vont avoir lieu entre les décisions juridiques de ces instances et les résultats de l'éventuelle consultation ? Que devient donc ce fameux « état de droit » que les porteurs de projet nous renvoient en permanence ?

Notre légitimité n'est pas là

En cas de réalisation du projet, des terres nourricières seraient sacrifiées et des fonds publics gaspillés pour un projet public nuisible. Les lois protectrices de l'environnement seraient définitivement nulles et non-avenues, des zones humides et la bio-diversité massacrées. Toutes les expérimentations menées sur la zad, tout ce qui s'y est construit, serait écrasé au nom du profit et d'un modèle de développement que nous récusons. Un oui ou un non sur le seul aéroport ne saurait exprimer notre exigence d'autres choix de société !

L'annonce de la consultation ne change rien, ni à la légitimité de notre combat, ni à notre détermination à obtenir l'abandon définitif du projet de Notre Dame des Landes.

Pour que vive la zad, ses paysan-e-s, ses habitant-e-s et ses occupant-e-s.

Le 2 avril 2016

AG du mouvement anti-aéroport, Acipa, Adeca, Apa, Attac44, CeDpa, CELA, Copain 44, EELV Pays de Loire, EELV 44, Ensemble ! 44, MOC-Decroissance, NPA 44, Obslab, Parti de Gauche 44, Solidarités Écologie, Union Syndicale Solidaires 44, Vertou Écologie Solidarité.

Déclaration commune du mouvement anti-aéroport suite aux résultats de la consultation

« Comme l'avait démontré les différentes composantes du mouvement, le cadre, le processus et le contenu de cette consultation étaient fondamentalement biaisés. Celle-ci était basée sur une série de mensonges d'Etat et radicalement inéquitable. Il ne s'agissait pour nous que d'une étape dans la longue lutte pour un avenir sans aéroport à Notre Dame des Landes.

Cette lutte se poursuit dès ce soir. Nous savons que les attaques du gouvernement et des pro-aéroport vont se renforcer. De notre côté, nous n'allons pas cesser pour autant d'habiter, cultiver et protéger ce bocage. Il continuera à être défendu avec la plus grande énergie parce qu'il est porteur d'espoirs aujourd'hui indéracinables face à la destruction du vivant et à la marchandisation du monde. Nous appelons tous les soutiens et comités partout en France et au-delà à se mobiliser et à redoubler de vigilance dans les semaines et mois à venir. Il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Nous appelons en ce sens, et dans un premier temps, à converger massivement à Notre Dame des Landes pour le rassemblement estival anti-aéroport, les 9 et 10 juillet"

La Vacherit, 26 Juin 2016



*Conférence de presse commune suite aux résultats de la déclaration
La Vacherit, 26 Juin 2016*

Le grand bluff de Valls après la consultation

Un des objectifs essentiels du leurre démocratique de la consultation du 26 juin était de tenter de créer une brèche au sein du mouvement anti-aéroport. Il était nécessaire pour le gouvernement de fragiliser le front uni qui lui fait obstinément face afin d'espérer un jour expulser la zad et y mener de quelconques travaux. C'est au succès partiel de cette opération classique de dissociation que Valls a tenté de faire croire ce mercredi 29 juin à l'Assemblée nationale en déclarant : "Je vois que certains des opposants au projet acceptent le verdict, je m'étonne que d'autres le contestent alors qu'il était incontestable. Donc à partir de ce moment-là, et en respectant bien sûr l'ensemble des procédures européennes et nationales, les travaux doivent commencer cet automne".

En réalité, le butin est bien maigre. En cherchant un peu, on trouve bien quelques rares personnes à avoir contesté un jour publiquement le projet d'aéroport puis à avoir déclaré cette semaine qu'il faudrait respecter le « verdict » de la consultation. Mais elles se comptent sur les doigts d'une main. Qu'il s'agisse de Mme Royal, ministre et donc inféodée à M. Valls ; de M. Nicolas Hulot, figure médiatique qui tient à rester aussi lisse que possible ; ou encore de M. François de Rugy, politicien bien esseulé à force d'opportunisme éhonté, on ne voit de toute façon pas bien qui aurait pu miser sur leur fidélité ou sur leur engagement.

Pour le reste, contrairement à ce que cherche à affirmer le Premier ministre, ce ne sont non pas quelques « extrémistes » mais bien l'ensemble du mouvement anti-aéroport – associations, organisations, alliés syndicaux, comités locaux, élus et jusqu'aux représentants des Verts – qui contestent la légitimité de la consultation. Tous appellent en ce sens à poursuivre la lutte. C'est là le fait politique majeur à l'issue de ce scrutin pipé et l'affront dont M. Valls cherche à atténuer la portée. Et ce sont bien, aujourd'hui encore, non pas seulement les dits « zadistes » mais aussi les paysans et habitants historiques qui ont décidé de continuer

à habiter, cultiver et défendre ce bocage. Il faudra que le gouvernement s'y fasse : les opposants dans toute leur diversité n'envisagent pas une seule seconde l'idée qu'une opération d'enfumage aussi grossière puisse leur faire baisser les bras. Elle n'entame en rien leur détermination à s'opposer à la marchandisation du monde et à la destruction du vivant. Ils l'ont réaffirmé ce dimanche soir à la Vacherit dans une ambiance joyeuse et combative. Nous ne doutons pas un instant qu'ils seront des dizaines de milliers à en faire la démonstration en actes si nécessaire.

Il n'y aura jamais d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ! La zad continuera à fleurir !

Le groupe presse de la ZAD

Communiqué de la CGT-VINCI

Notre-Dame-des-Landes : Non aux expulsions, non aux travaux

Le Collectif national des syndicats CGT du Groupe VINCI considère que la consultation du 26 juin 2016 sur le « transfert » de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes n'a été pour le gouvernement qu'un nouveau moyen de manipuler l'opinion pour tenter de justifier son désengagement au profit du privé, dans un déni de démocratie avéré.

Cet ersatz de référendum ne résout en rien les problèmes légaux posés par le projet de construction d'un nouvel aéroport ; il reflète avant tout la volonté des parties intéressées (gouvernement Valls et VINCI) de passer en force avant l'échéance de la déclaration d'utilité publique.

C'est pourquoi, face à autant de mépris, nous réitérons notre demande qu'il ne soit procédé à aucune expulsion ni expropriation sur le site, que rien ne soit entrepris tant que tous les recours ne seront définitivement tranchés, et qu'il soit mis un terme à toutes les opérations d'intimidation et de stigmatisation des habitants de la ZAD, auxquels nous réaffirmons notre solidarité.

La question simpliste posée aux seuls électeurs de Loire-Atlantique, sur la base de données incohérentes, voire périmées, n'a fait que contourner la nécessité d'une remise à plat d'un projet compromis de toutes parts. Cette consultation, orchestrée et orientée par des promoteurs avides, prive le Grand-Ouest et les citoyens de la région d'une authentique réflexion sur leur avenir et les choix de développement qui leurs sont nécessaires.

C'est pourquoi nous réclamons à nouveau qu'une étude indépendante et sérieuse soit menée, notamment pour étudier les avantages et inconvénients du maintien en exploitation et du développement de l'aéroport de Nantes Atlantique, sur la base de données fiables et actualisées. En tant qu'organisations syndicales responsables et motivées par les intérêts collectifs de nos concitoyens et des salariés du groupe VINCI, nous réaffirmons notre volonté de travailler sur des projets dont nous puissions être fiers pour leur utilité sociale et sociétale. Aussi, nous dénonçons toutes formes de PPP, dites de « Partenariat Public Privé », qui ne font qu'alimenter des profits privés sur des biens publics, au détriment de l'intérêt collectif – comme nous en avons eu l'exemple en 2006, avec la grande braderie des concessions d'autoroutes à des grands groupes dont VINCI fait partie.

Nous renouvelons notre mise en garde contre la menace que ce genre de contrats fait peser sur les emplois,

les salaires et les conditions de travail, le dumping social étant la seule façon de satisfaire les conditions abusives de rentabilité imposées à de telles concessions.

C'est pourquoi, en tant que salariés de VINCI, directement concernés par cette affaire, nous refusons d'être associés en quoi que ce soit aux basses œuvres d'AGO, filiale du Groupe, et répétons notre refus de servir de mercenaires pour démarrer un chantier dans les pas d'une nouvelle opération « César ».

Nous appelons l'ensemble des salariés et des citoyens qui partagent les termes de cette déclaration à se rendre sur la ZAD de Notre Dame des Landes les 9 et 10 juillet prochains pour en témoigner et défendre l'intérêt de tous.

Montreuil, le 30 juin 2016

La consultation n'efface pas les mensonges d'État et les outrances de la DGAC !

Pour seule réponse à nos très fortes mobilisations, fin 2015 et début 2016, le président Hollande nous a imposé cette consultation à périmètre réduit dont nous ne voulions pas. Dimanche, la moitié des électeurs de Loire Atlantique a donc émis un avis consultatif.

L'ensemble des syndicats agricoles de Loire Atlantique s'est clairement exprimé contre le projet de transfert de l'aéroport de Nantes. Cette expression n'apparaît pas dans cette consultation car nous ne représentons plus que 3% de la population. Mais ces 3% nourrissent 100% de la population et sont, plus que tous autres, conscients de l'urgence de préserver la terre nourricière.

Cette consultation ne clôt absolument pas le dossier. Des recours juridiques sont toujours en instruction, en particulier ceux concernant la loi sur l'eau et les espèces menacées. Le président Hollande s'est engagé depuis longtemps à n'entamer ni expulsions ni travaux avant l'aboutissement de la totalité des recours. Nous lui demandons, encore une fois, de respecter ses engagements, et d'être cohérent avec les ambitions environnementales vertueuses qu'il a souhaité porter avec la COP21.

C'est pourquoi, nous, paysans de Copain 44 et d'ailleurs, restons totalement solidaires et engagés auprès de tous les paysans et habitants de la zad de Notre Dame des Landes, territoire d'expérimentation et d'innovation.

Soyons très nombreux à Notre Dame des Landes les 9 et 10 juillet prochain.

Il n'y aura pas d'aéroport à Notre Dame des Landes, La seule issue, c'est l'abandon du projet !

COPAIN 44



NDDL : ce que la consultation ignore

« Un référendum ne peut pas être le moyen de se débarrasser d'un problème » déclarait Manuel Valls le 28 juin à propos... du Brexit. Pourtant, le 26 juin dernier, c'est bien ce à quoi voulait aboutir la consultation au sujet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Contestable sur la forme et contestée dans les faits, cette consultation vise à faire taire une opposition que les multiples procédures de légitimation du projet ne sont pas parvenues à endiguer jusque là. Mais en dépit des discours victorieux du gouvernement - qui se targue depuis d'un résultat « incontestable » et voudrait y donner à voir le point final de cette histoire - nous n'avons vécu, de notre côté, qu'une nouvelle étape dans la lutte. Le 26 juin, alors que les résultats de la consultation tombaient, nous étions plusieurs centaines dans le hangar plein à craquer de la Vacherit, au cœur de cette zone sur laquelle nous nous sommes rencontrés pour la plupart : celles et ceux qui ont fait la campagne ou ont choisi de ne pas la faire, celles et ceux qui ont voté ou ne l'ont pas fait. Des chants de résistance sont entonnés, les discussions, les analyses fusent autour du bar et une fête qui s'achèvera au petit matin prend place autour de la nouvelle salle de réunion, un dôme érigé durant le week-end. C'est un fait, chaque offensive du gouvernement renforce notre unité. Déjà en 2012, l'opération César (durant laquelle la préfecture avait envoyé 2000 policiers équipés d'hélicoptères et de tractopelles pour détruire les maisons et cabanes du bocage et expulser ses habitants), qui devait mettre un terme à 40 années de luttes, avait finalement eu pour conséquence de rallier toujours plus de soutiens en France et au-delà.

L'image de cette soirée « consultative », sa joie et sa détermination dans l'adversité, c'est un peu la photographie de ce qu'est devenu ce mouvement : un foyer de résistance, la convergence de remises en question de la société dans son ensemble, où se croisent des milliers de personnes aux parcours et vécus multiples. En s'opposant à l'aéroport mais avec des pilotes et des travailleurs de l'aéroport Nantes-Atlantique ou de la CGT Vinci ; en élaborant ensemble, y compris avec les paysans alentours investis dans la lutte, une prise en charge collective des terres de la ZAD ; en s'organisant entre personnes qui occupent le terrain, naturalistes en luttes, militants associatifs et membres des comités de soutien. Tout comme ce qui s'est expérimenté dans la rue et au cours des actions et blocages s'opposant à la loi travail, la lutte contre l'aéroport est un ensemble complexe de mondes imbriqués les uns dans les autres avec ses paradoxes, ses hésitations et ses doutes. Il en résulte une grande diversité de stratégies et tactiques : blocages, manifestations festives ou plus confrontationnelles, barricades, campagnes de communication, concours de banderoles, convois de tracteurs et vélos, recours juridiques, carnivals... C'est peut-être avant tout de là que viennent notre légitimité et notre force : nous ne cherchons pas à évacuer la complexité de ce que nous vivons, mais plutôt à construire ensemble des réponses multiples et en devenir, sans attendre l'aval de qui que ce soit. Et c'est bien ce qui pose problème aux gouvernants. Depuis des années, nous sommes devenus la bête noire d'un système politique en mal de légitimité. Pour ses représentants nous sommes la minorité qui « tyrannise », celle qui inspire tout ce qui déborde, ne se laisse pas assagir, le « kyste » qui se développe. Loin de nous retrouver dans une figure caricaturale du « zadiste », nous pouvons néanmoins leur faire crédit de cela : leur contribution à l'émergence d'un imaginaire de résistance commun autour de la ZAD et de ses habitants et habitantes. Un imaginaire puissant, qui, de rencontres en complicités, pousse des dizaines de milliers de personnes à se déplacer régulièrement pour réaffirmer leur volonté de défendre le bocage et ce qui s'y vit.

Ce que le simple acte du vote méprise ou ignore, c'est l'intensité, autrement plus élevée, de ce qui se crée dans une communauté de lutte. Et cette communauté va bien au-delà des limites de la ZAD, tout comme ce qui la rassemble dépasse de loin les enjeux d'un transfert d'aéroport. A l'instar des terres du chiapas ou de la vallée de Susa, ces quelques centaines d'hectares insoumis se sont mis à signifier partout qu'il doit être encore possible de sortir de la course folle de l'économie, de ses ressorts sécuritaires, de sa pauvreté existentielle et de ses désastres environnementaux. La zad ne peut disparaître parce qu'elle offre un horizon dans un monde qui en a désespérément besoin. C'est cela même que nous continuerons à défendre en habitant et en cultivant ce bocage, en essaimant son imaginaire de résistance et qu'une énième menace d'expulsion par la force ne pourra affaiblir.

Des habitantes et habitants de la ZAD

Refaire un dôme
sur la ZAD de Notre Dame des Landes

Weekend de chantiers collectifs pour un avenir sans aéroport !

Découpe ton patron, fais un dôme!
+ d'infos : zad.nadir.org

25-26 juin 2016

25/26 juin – "Refaire un dôme sur la Zad" –
Weekend de chantiers collectifs pour un avenir sans aéroport

Au mois de janvier dernier, le "Comité de pilotage pour un avenir sans aéroport" annulait l'appel d'offres lancé par la Préfecture et annonçait, pour le remplacer, une série de chantiers. Le 30 et 31 janvier des centaines de personnes débarquaient, armées d'outils en tout genre, pour renforcer les infrastructures collectives du bocage. Aujourd'hui, les travaux se poursuivent, la zad fleurit et n'a toujours pas vu le moindre engin de destruction de la Préfecture ou de Vinci.

Le 26 juin prochain, dans le cadre d'une consultation fondamentalement biaisée, les inscrites sur les listes électorales du département de LoireAtlantique sont invitées à donner leur avis sur le "transfert" de l'aéroport existant sur les terres de NotreDamedesLandes. Dans ce contexte, nous appelons toutes les opposantes, bien au delà des limites du département, qu'ils puissent et veuillent aller voter ou pas, à montrer que le futur de la zad continuera avant tout de se jouer concrètement sur le terrain et dans la lutte.

Nous invitons donc de nouveau, les 25 et 26 juin, à une série de travaux en vue de consolider les espaces communs, les structures agricoles et culturelles, les chemins, les habitats et les ateliers sur la zad... Ce sera l'occasion de renforcer les liens entre lieux de la zad et comités, groupes ou personnes venus participer à ces travaux. Le chantier central de ce weekend consistera à "refaire un dôme" (!) au Gourbi afin de doter la zad d'un grand espace de réunion. Alors que le pouvoir prétend régler l'avenir de cette zone par une entourage, de notre côté nous érigerons collectivement une infrastructure concrète d'organisation commune et horizontale.

Sur cette zone, nous luttons contre un aéroport, mais aussi bien d'autres choses, notamment les rapports de pouvoir et domination qui structurent le monde actuel. Nous voulons donc avoir une attention collective sur les chantiers à ne pas reproduire ou laisser se produire des situations de dominations (sexisme, racisme,... et toutes celles qui n'ont pas de nom). Que chacun, chacune prenne plaisir à participer à ce weekend de luttes.

Nous invitons aussi les comités et amies de la lutte à rester avec nous le dimanche soir, lors des résultats du scrutin, pour célébrer ensemble l'avenir de la zad et préparer la poursuite de la lutte.

Pour celles et ceux qui ne viendront pas sur place ce weekend : appel à rendre visible, autour chez vous, votre avis sur la consultation et l'aéroport (banderoles et autres initiatives).

Plus de détails à venir prochainement sur zad.nadir.org : liste des chantiers proposés par les différents lieux, sollicitation des comités pour préparer en amont des morceaux du dôme, organisation logistique, etc.

Le Comité de pilotage pour un avenir sans aéroport.

PS : Vinei Dégage !